

Les subsides

au véritable problème qui se pose dans l'agriculture, il est utile, à mon avis.

Faute d'intervention de notre part, l'exploitation agricole familiale comme nous la connaissons disparaîtra. Malgré des conditions climatiques difficiles et une saison de culture plus courte, outre le problème de l'éloignement des marchés, l'efficacité de nos agriculteurs et des exploitations agricoles familiales canadiennes nous a permis de soutenir avantageusement la concurrence de tous les autres pays du monde, y compris les États-Unis.

L'agriculture est devenue le secteur le plus productif du pays. Nos agriculteurs sont à même de livrer concurrence sur tous les marchés du monde aux fermes d'État soviétiques et aux entreprises agricoles des autres pays. C'est parce que la motivation, la force, le moral et la cohésion de la ferme familiale canadienne en ont fait l'élément le plus productif de l'agriculture à l'échelle mondiale. Voilà ce qui est en jeu ici.

Selon les prédictions du Syndicat du blé de la Saskatchewan, les agriculteurs de cette province gagneront en moyenne moins de \$5,000 par personne cette année. Les revenus agricoles en Saskatchewan diminueront de 33 p. 100 par rapport à l'an dernier, sans même tenir compte de l'incidence de la sécheresse et des récoltes rendues difficiles par la pluie et la neige dans le nord de la province. Le ministre sait que les stocks de grain sont à leur niveau le plus bas depuis 30 ans, que les prix baissent et que les quotas sont faibles. Selon les estimations, l'action combinée de la sécheresse, des mauvaises récoltes et des moissons rendues difficiles par la pluie et la neige coûtera près de 2 milliards de dollars aux agriculteurs de l'Ouest cette année. Les programmes de stabilisation du grain de l'Ouest et d'assurance-récolte sont utiles, mais ils ne suffisent pas à résoudre les problèmes actuels.

Le gouvernement et le ministre doivent affronter la crise provoquée par la sécheresse qui a obligé bon nombre d'agriculteurs à se tourner vers l'assistance-sociale et les centres de secours alimentaire. Je sais que le ministre m'écoute attentivement, mais nous n'avons pas affaire ici à un simple problème économique. Il s'agit d'un problème humain et de tout un mode de vie.

J'exhorte le gouvernement à concevoir des mesures à court terme. Nous avons proposé d'effectuer un paiement en fonction de la superficie de \$50 par acre ensemencé. Ce montant est plafonné parce qu'il est calculé en fonction de ce que rapportent les récoltes et que le programme s'applique aux superficies ensemencées. Nous avons demandé au gouvernement de réviser ses taux d'imposition, de supprimer la taxe d'accise sur le carburant agricole pour les exploitations familiales. À notre avis, il devrait charger un organisme d'imposer des moratoires et de refinancer la dette agricole, au lieu de l'amortir.

Nous avons demandé au gouvernement fédéral de collaborer avec les provinces à la gestion d'un fonds de secours commun susceptible de mieux répondre aux besoins qu'à l'heure actuelle. À notre avis, le gouvernement devrait examiner les problèmes de l'érosion du sol, de l'hydrologie et de l'irrigation. Le gouvernement devrait engager immédiatement des négociations avec les provinces pour mettre sur pied une caisse d'indemnisation des victimes de désastres agricoles.

Il devrait également revoir la Loi de l'impôt sur le revenu. Les éleveurs sont forcés, actuellement, de vendre une bonne

partie de leur cheptel à cause de ce qui se passe et cette loi n'est pas suffisamment souple pour qu'ils puissent amortir tout de suite de telles pertes au titre de l'impôt. Le ministre sait très bien de quoi je parle.

Voilà des mesures que le gouvernement pourrait prendre à titre provisoire, mais le ministre doit penser à l'avenir en examinant toute l'infrastructure agricole. Si le gouvernement n'agit pas très bientôt, nous vivrons dans un tout autre pays, car les localités rurales ne seront plus ce qu'elles sont actuellement.

Le ministre ne doit pas oublier que ce sont les espoirs, le moral, la stabilité et l'efficacité de ceux qui ont émigré dans les Prairies et les régions éloignées, avec leur courage et leur ténacité qui ont donné un caractère unique à notre pays. Voilà l'essence même du débat actuel. Nous ne parlons pas simplement d'un secteur quelconque de notre économie, mais d'un mode de vie d'une importance fondamentale. Le ministre doit se donner la peine, comme moi, de rencontrer personnellement les agriculteurs.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Il a rencontré les agriculteurs bien plus souvent que vous.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je me suis fait un point d'honneur de toujours en savoir davantage sur les problèmes des agriculteurs canadiens.

Une voix: Vous auriez dû en faire autant il y a quelques années.

M. Turner (Vancouver Quadra): Au demeurant, une partie du problème tient à la personne même du ministre. Il a commandé une étude auprès de son ministre. Or, les bureaucrates du ministère des Finances n'ont jamais vraiment bien compris en quoi consistait l'agriculture au Canada. Il a publié une brochure qui ridiculisait les agriculteurs canadiens en disant qu'ils constituaient le groupe le plus prospère du pays...

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député fausse entièrement les faits.

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est exactement ce que disait ce document. Je conseille au ministre de l'Agriculture d'amener le ministre des Finances là-bas parce qu'il a besoin de se mettre au courant de la situation plus que n'importe quel autre député. Je suis ravi que le ministre des Finances soit intervenu parce que je tiens à signaler au ministre de l'Agriculture qu'il a besoin d'aide dans ses rapports avec son collègue et les adjoints de celui-ci parce qu'ils ne comprennent pas vraiment le problème. Ils ont toujours rejeté la notion de taux préférentiel pour subventionner les agriculteurs. Ils ne comprennent pas vraiment la Société du crédit agricole et, si le ministre a besoin d'aide, les députés de ce côté-ci de la Chambre seront ravis de le renseigner parce qu'il ne comprend pas vraiment ce qui se passe.

Jusqu'à l'intervention du ministre des Finances, nous avions eu un dialogue raisonnable. Je pouvais voir que le ministre de l'Agriculture était d'accord avec l'essentiel de ce que je disais et qu'il comprenait le problème. Cette question ne peut pas être réglée par les âneries politiques du ministre des Finances. Je suis heureux qu'il soit ici pour nous écouter parce qu'il a besoin d'être renseigné plus que tout autre député.